



CONTRAT DE CONCESSION
ANNEXE 0

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

Article 1 Objet de l'engagement

Le présent engagement de confidentialité est conçu en application des dispositions de l'article L3122-3 du code de la commande publique.

Il est établi dans le cadre de la procédure de mise en concurrence numéro C24/6-060 relative à la gestion et à l'exploitation du Château de Langeais.

Il porte sur l'engagement au respect de la confidentialité de l'ensemble des informations que l'Institut de France communique au soumissionnaire dans le cadre de la procédure de mise en concurrence et de l'exécution du contrat de concession. Il figure parmi les documents remis par le soumissionnaire lors du dépôt de sa candidature.

Article 2 Désignation du soumissionnaire engagé

Le soumissionnaire renseignera cette partie sans altérer les clauses du présent engagement

Le présent engagement concerne le soumissionnaire ci-dessous désigné :

(Raison sociale)

(Statut de l'entreprise).....

Au capital de €

Dont le siège social est situé au

Immatriculée à

Sous le numéro

Représentée par Monsieur ou Madame

en sa qualité de

L'engagement de confidentialité vaut :

- pour l'ensemble des membres du groupement en cas de groupements d'opérateurs économiques ;
- pour la société dédiée créée par le soumissionnaire pour être signataire du contrat en qualité de concessionnaire et dont l'objet social portera exclusivement sur l'exécution du contrat.

Article 3 Identification des informations confidentielles

Sont soumises au présent engagement de confidentialité les informations transmises par l'Institut de France ainsi que celles auxquelles les soumissionnaires peuvent avoir accès :

- dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Nota bene :

la liste des collections n'est transmise que sous réserve de la communication par le soumissionnaire, du présent engagement de confidentialité et de l'attestation de visite joints au dossier de consultation des

entreprises (DCE). Elle comporte l'inventaire des collections et les constats d'état détaillés accompagnés de photographies.

- au cours de la procédure de passation ;
- en cours d'exécution du contrat de concession en cas d'attribution.

L'ensemble de ces informations est la propriété intellectuelle de l'Institut de France, dont il dispose seul de l'intégralité des droits. Lorsque l'Institut de France les communique au soumissionnaire, ce dernier se limite strictement à l'usage autorisé par l'Institut de France. L'utilisation de ces informations par le soumissionnaire en dehors des cas prévus par l'Institut de France est interdite et devra faire l'objet d'une autorisation expresse préalable sur demande écrite du soumissionnaire.

Article 4 Contenu de l'engagement du soumissionnaire

En vertu du présent engagement de confidentialité, le soumissionnaire s'oblige notamment :

- A assurer et à se tenir à la plus stricte confidentialité des informations rendues accessibles par l'Institut de France,
- A ne pas utiliser les informations confidentielles à des fins autres que celles de la consultation,
- A ne pas reproduire ou faire reproduire les informations confidentielles,
- A ne pas profiter ou faire profiter du contenu des informations confidentielles,
- A ne pas revendiquer de propriété intellectuelle sur la base des informations confidentielles,
- A restituer ou détruire, sur demande de l'Institut de France, tout ou partie des informations mises à sa disposition sans en conserver de copie sur quelque support que ce soit et à veiller, sous sa responsabilité, à ce que ses personnels, conseils, prestataires et partenaires potentiels procèdent de même au terme de la consultation,
- A imposer le respect de tous ses engagements à ses personnels, conseils, prestataires et partenaires potentiels,
- A faire connaître dans les plus brefs délais un manquement à ses engagements.

Article 5 Entrée en vigueur et durée de l'engagement

Le présent engagement de confidentialité est valable à compter de sa date de signature par le soumissionnaire.

L'engagement de confidentialité s'entend sans limitation de durée.

Article 6 Non-respect de la confidentialité

Le constat du non-respect du présent engagement de confidentialité pourra entraîner :

- des poursuites de la part de l'Institut de France à l'encontre du soumissionnaire,
- l'exclusion du soumissionnaire de la procédure de passation,
- la résiliation du contrat de concession en cas d'attribution,
- l'application de pénalités en cas d'attribution.

Article 7 Litiges

Tout litige portant sur le présent engagement est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Paris.

Article 8 Signature du soumissionnaire

Par la signature du présent engagement, le soumissionnaire s'engage au respect du caractère confidentiel des informations transmises par l'Institut de France.

A
Le
Signature

Signataire
Qualité du signataire